

Commission : Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII)

Délégation : Europe de l'est, Fédération de Russie, Asie centrale et transcaucasie

Nom et Prénom : VILA Donovan

Commissaires : Cristina VICENTE, Zoé PLANTA, Alexia CASTRO BARAJAS

Selon un rapport des Nations Unies, 476 millions de personnes, représentant 6,2% de la population mondiale, appartiennent à des peuples autochtones, lesquels détiennent et gèrent environ 22% des terres de la planète, contribuant ainsi à la diversité culturelle mondiale avec plus de 4 000 langues distinctes. Parmi eux, les peuples autochtones de la région couvrant l'Europe de l'Est, la Fédération de Russie, l'Asie centrale et la Transcaucasie comptent parmi les groupes les plus marginalisés du monde et continuent de faire face à des défis considérables liés à la protection de leurs droits fonciers, à leur autodétermination et à l'exploitation durable des ressources naturelles. Ainsi, nous nous sentons légitimes de réclamer aujourd'hui une action concrète pour assurer que ces droits soient pleinement respectés.

Les peuples autochtones de notre région ont une longue histoire de marginalisation : Sous les politiques soviétiques déjà et même post-soviétiques, nous n'avons eu de cesse de subir nombre de déplacements forcés, l'exploitation de nos terres pour l'extraction de pétrole, de gaz et de minerais, ainsi qu'une assimilation culturelle intense et même forcé :

-En Russie, les Khantys et les Nénètses ont vu leurs territoires ancestraux se rétrécir considérablement en raison d'une industrialisation massive de la Sibérie. Selon un rapport de 2023, se serait près de 70% des terres autochtones de lamalie qui sont utilisées par l'industrie extractive.

-Sur le terrain culturel, sur 160 langues autochtones en Russie, plus de la moitié sont en voie de disparition, mettant en péril la transmission de nos savoirs auxquels nous associons une portée ancestrale.

-Environnementalement, l'exploitation industrielle a provoqué une dégradation environnementale catastrophique. Par exemple, la pollution liée à l'industrie pétrolière en Khanty-Mansi a déjà contaminé 40% des cours d'eau de la région.

Nous affirmons, soutenons, et répétons aujourd'hui que les peuples autochtones (dont le nôtre) DOIVENT être placés au centre des décisions concernant LEURS terres et ressources naturelles. Le respect des droits des peuples autochtones est plus qu'essentiel pour garantir notre survie, préserver notre culture et contribuer à un avenir durable pour tous. Le Forum Permanent des Nations Unies sur les Questions Autochtones, affilié à ECOSOC, doit jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de ces principes, en favorisant un dialogue respectueux et des actions concrètes avec les divers États et entreprises. Nous ne

pouvons pas dissocier les droits des peuples autochtones de la justice sociale ou même encore de la protection de notre planète.

Pour tout cela, nous appelons la communauté internationale à reconnaître notre rôle dans le développement durable et à s'engager fermement en faveur de nos droits fondamentaux.